

**Décision n°2013-DC-XXXX de l'Autorité de sûreté nucléaire du JJ MM AAAA fixant à Électricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) les prescriptions complémentaires applicables au site électronucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher) au vu des conclusions du deuxième réexamen de sûreté du réacteur n°2 constituant l'INB n°128**

L'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 592-20, L. 593-18 et L. 593-19 ;

Vu le décret n°2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 18, 24 et 25 ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu le décret du 15 septembre 1982 autorisant la création par EDF de deux tranches de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire dans le département du Cher ;

Vu la synthèse de l'examen de conformité au référentiel de sûreté des réacteurs de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire adressé par EDF-SA à l'Autorité de sûreté nucléaire le 24 juin 2004 ;

Vu le rapport de conclusions du deuxième réexamen de sûreté du réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire adressé par EDF-SA à l'ASN et aux ministres chargés de la sûreté nucléaire en date du 16 avril 2010 ;

Vu le rapport définitif de sûreté de la centrale de Belleville-sur-Loire à l'édition « VD2 » mis à jour à l'occasion notamment du deuxième réexamen de sûreté du réacteur n°2 ;

Vu le courrier DEP-SD2-0457-2006 du 6 octobre 2006 sur la position de l'ASN relative aux aspects génériques du réexamen de sûreté des réacteurs de 1300 MWe à l'occasion de leur seconde visite décennale ;

Vu la note EDF D4510 LT BPS CDP 06 1047 du 26 mai 2006 « *Liste des modifications VD2/PID2* » ;

Vu l'avis n°2012-AV-0139 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 3 janvier 2012 sur les évaluations complémentaires de la sûreté des installations nucléaires prioritaires au regard de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi ;

Vu la décision n°2012-DC-0274 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 26 juin 2012 fixant à Électricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) des prescriptions complémentaires applicables au site électronucléaire de Belleville sur Loire (Cher) au vu des conclusions des évaluations complémentaires de sûreté (ECS) des INB n° 127 et 128 ;

Vu les observations d'EDF-SA en date du JJ MM AAAA ;

Considérant que les premières conclusions tirées du retour d'expérience de l'accident de Fukushima Daiichi ont conduit à fixer des prescriptions dans la décision de l'Autorité de sûreté nucléaire du 26 juin 2012 susvisée ;

Considérant que, dans le cadre du second réexamen de sûreté du réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, l'exploitant a procédé à une mise à jour du rapport de sûreté du réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire ;

Considérant que l'analyse du bilan du second réexamen de sûreté du réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire et les résultats de l'exercice de la mission de contrôle de l'ASN sur ce réacteur ont fait apparaître la nécessité d'encadrer, par des prescriptions complémentaires, la mise en œuvre de certaines modifications, aujourd'hui inachevées, afin de répondre aux objectifs fixés par l'ASN pour ce réexamen,

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Au vu des conclusions du dernier réexamen de sûreté effectué, la présente décision fixe les prescriptions complémentaires auxquelles doit satisfaire Électricité de France (EDF-SA), dénommé ci-après l'exploitant, pour le réacteur n°2 constituant l'INB n°128 du site électronucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher). Ces prescriptions font l'objet de l'annexe à la présente décision.

Le dépôt du rapport du prochain réexamen de sûreté de l'INB n°128 devra intervenir au plus tard le 16 avril 2020.

#### **Article 2**

La présente décision est prise sans préjudice des dispositions applicables en cas de menace pour les intérêts mentionnés à l'article L. 593-1 du code de l'environnement et des prescriptions que l'Autorité de sûreté nucléaire pourrait prendre en application des articles 18 et 25 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

#### **Article 3**

Jusqu'à l'achèvement complet des actions permettant de satisfaire aux prescriptions en annexe à la présente décision, l'exploitant présente au plus tard le 30 juin de chaque année les actions mises en œuvre au cours de l'année passée pour respecter les prescriptions et les échéances objets de l'annexe à la présente décision ainsi que les actions qui restent à effectuer. Cette présentation peut être effectuée dans le rapport annuel d'information au public prévu par l'article L.125-15 du code de l'environnement.

#### Article 4

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à EDF-SA et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le JJ MM AAAA.

Le collège de l'Autorité de sûreté nucléaire<sup>1</sup>,

**Pierre-Franck CHEVET**

**Michel  
BOURGUIGNON**

**Jean-Jacques  
DUMONT**

**Philippe  
JAMET**

**Margot  
TIRMARCHE**

---

<sup>1</sup> Commissaires présents en séance

**Annexe à la décision n°2013-DC-XXXX de l'Autorité de sûreté nucléaire du JJ MM AAAA fixant à Électricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) les prescriptions complémentaires applicables au site électronucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher) au vu des conclusions du deuxième réexamen de sûreté du réacteur n°2 constituant l'INB n°128**

**Titre III : Maîtrise des risques d'accident**

**Chapitre 1 : Généralités**

**[INB128-11]** Avant le 1<sup>er</sup> septembre 2013, l'exploitant transmet à l'ASN la liste des modifications matérielles visant à garantir la conformité du réacteur avec son rapport de sûreté mis à jour, qui restent à mettre en œuvre à la date de la présente décision. Ces modifications seront achevées avant le 31 décembre 2014.

**Chapitre 3 : Maîtrise des autres risques**

**[INB128-12]** Avant le 31 décembre 2014, l'exploitant achève le traitement des écarts de conformité relatifs au génie civil mis en évidence lors de l'examen de conformité des réacteurs de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, dans les conditions définies à l'article 2.6.3 de l'arrêté du 7 février 2012 susvisé.

**[INB128-13]** Avant le 31 décembre 2014, l'exploitant modifie les circuits de production et de distribution d'air comprimé afin de fiabiliser les actionneurs pneumatiques du système dit SAR. L'exploitant transmet à l'ASN la liste des modifications décidées avant le 1<sup>er</sup> septembre 2013.

**[INB128-14]** Avant le 31 décembre 2015, l'exploitant réalise les modifications matérielles permettant de renforcer la tenue du circuit de refroidissement intermédiaire (RRI) lors d'une remise en service du circuit de refroidissement du réacteur à l'arrêt en phase post-accidentelle, identifiées dans les études de réévaluation de sûreté de l'extension de la troisième barrière.

**[INB128-15]** Avant le 1<sup>er</sup> septembre 2013, l'exploitant transmet à l'ASN la liste exhaustive des matériels visés dans la note du 26 mai 2006 susvisée et dont la mise à niveau de leur qualification est à ce jour inachevée. L'exploitant achève les travaux de mise à niveau de la qualification de ces matériels avant le 31 décembre 2014.

**[INB128-16]** Avant le 31 décembre 2018, l'exploitant modifie la logique de démarrage du circuit d'alimentation de secours des générateurs de vapeur (GV) afin de limiter le débordement en eau du GV affecté par une rupture de tube GV. Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014, l'exploitant soumet à l'ASN, pour accord, la description de la modification.

**[INB128-17]** Avant le 31 décembre 2016, l'exploitant procède aux modifications prévues des parcs à gaz dits SGZ et GNU afin de réduire les risques d'explosion interne associés